



*Liberté
Égalité
Fraternité*



*Liberté
Égalité
Fraternité*

Lycée Chateaubriand



Rome



**REPRÉSENTATION PERMANENTE
DE LA FRANCE AUPRÈS DES
NATIONS UNIES
À ROME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**INSTITUT
FRANÇAIS**

CENTRE SAINT-LOUIS

**INSTITUT
FRANÇAIS**

ITALIA

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

**Marché public de service de prévention des risques
professionnels, dans le cadre du décret législatif italien
09/04/2008 N. 81, pour le compte des entités
françaises présentes en Italie et au Vatican**

REF N°25035

TABLE DES MATIERES

1. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
1.1 OBJET	3
1.2 DUREE DU MARCHE	3
1.3 MONTANT DU MARCHE.....	3
1.4 CODES CPV DE LA CONSULTATION	4
1.5 PROCEDURE DE PASSATION	4
1.6 ALLOTISSEMENT.....	4
1.7 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	4
1.8 TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DES CANDIDATS	4
2. CALENDRIER DE LA PROCEDURE	5
3. INFORMATION DES CANDIDATS	5
3.1 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
3.2 PRINCIPES GENERAUX SUR LES ECHANGES ELECTRONIQUES	6
<i>Modalités de retrait et de consultation des documents.....</i>	<i>6</i>
<i>Conditions de transmission des offres.....</i>	<i>6</i>
<i>Horodatage</i>	<i>6</i>
<i>Antivirus.....</i>	<i>6</i>
3.3 COMMUNICATION.....	7
<i>Date et heure de réception des plis</i>	<i>7</i>
<i>Demandes de renseignements complémentaires et questions</i>	<i>7</i>
<i>Modification des documents de la consultation.....</i>	<i>7</i>
<i>Prolongation du délai de réception des offres.....</i>	<i>7</i>
3.4 VISITE DES LIEUX	7
4. CANDIDATURE	8
5. OFFRE	8
5.1 PRESENTATION DE L'OFFRE	8
5.2 EXAMEN DES OFFRES	8
5.3 METHODE DE NOTATION.....	9
5.4 CRITERES DE SELECTION DES OFFRES	9
5.5 DUREE DE VALIDITE DES OFFRES.....	10
6. ATTRIBUTION	10
6.1. VERIFICATION DES MOTIFS D'EXCLUSION	10
6.2. INFORMATION DES CANDIDATS EVINCES	10
7. ABANDON DE LA PROCEDURE	10
8. LANGUE	10
9. LOI APPLICABLE	11
10. CONTENTIEUX.....	11

1. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

1.1 OBJET

Le présent contrat a pour objet la mise en place et l'exploitation d'un service de prévention des risques professionnels, dans le cadre du décret législatif italien 09/04/2008 N. 81, pour le compte des entités françaises présentes en Italie et au Vatican :

Ambassade de France en Italie

Piazza Farnese, 67
00186 Rome

Ambassade de France auprès du Saint-Siège

Via Piave, 23
00187 Roma

Institut Français Centre Saint-Louis (IFCSL)

Largo Giuseppe Toniolo, 20-22
00186 Roma

Institut Français Italia (IFI)

Piazza Farnese, 67
00186 Roma

Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), au profit des :

Lycée Chateaubriand de Rome,

Via di Villa Patrizi, 9
00161 Roma

Ecole française de Naples Alexandre Dumas

Via Francesco Crispi, 86
80121 Naples

Représentation permanente de la France auprès des Nations Unies à Rome (RP-ONU)

Corso del Rinascimento, 52
00186 Roma

1.2 DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée ferme d'un an à compter de la date de signature, tacitement renouvelable trois fois, soit une durée maximale de 48 mois au total.

1.3 MONTANT DU MARCHÉ

Le marché est conclu à un prix forfaitaire.

Le montant maximal du marché est de **220 000 €** sur la durée totale du marché.

1.4 CODES CPV DE LA CONSULTATION

79417000-0	Services de conseil en matière de sécurité
79419000-4	Services de conseil et d'évaluation.
80550000-4	Services de formation dans le domaine de la sécurité
80560000-7	Services de formation dans le domaine de la santé et des premiers secours

1.5 PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique français.

1.6 ALLOTISSEMENT

Le présent contrat ne fait pas l'objet d'un allotissement, conformément aux articles L2113-10 et L2113-11 du code.

1.7 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

1.8 TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DES CANDIDATS

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

La Direction des achats de l'Etat du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique - 59, boulevard Vincent Auriol - 75703 PARIS Cedex 13, représentée par le Directeur des achats de l'Etat.

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

La Direction des achats de l'Etat, représentée par le Directeur des achats de l'Etat.

Coordonnées du délégué à la protection des données : le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr.

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD.

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution et exécution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

2. CALENDRIER DE LA PROCEDURE

Le calendrier de la procédure est le suivant :

Date limite de réception des offres	30 septembre 2025 à 17h30
Date prévisionnelle de notification du contrat	31 octobre 2025
Date prévisionnelle de début d'exécution des prestations	1^{er} janvier 2026 pour toutes les entités sauf l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) : estimée au 1^{er} janvier 2028.

3. INFORMATION DES CANDIDATS

3.1 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises comporte :

- le présent règlement de la consultation (RC) ;
- l'acte d'engagement (AE) – candidat individuel et groupement- et ses 2 annexes :
 - convention de groupement de commandes
 - décomposition du prix global et forfaitaire
- le cahier des clauses particulières (CCP) et ses 2 annexes :
 - traitement des données personnelles
 - tableau récapitulatif du nombre de personnels présents dans chaque entité membre du groupement
- le cadre de réponse.

3.2 PRINCIPES GENERAUX SUR LES ECHANGES ELECTRONIQUES

Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr).

Conditions de transmission des offres

Le dépôt électronique des offres s'effectue exclusivement sur la plateforme "PLACE" : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Toute offre reçue par un autre canal de transmission ou dans un autre format sera systématiquement déclarée irrecevable.

En application de l'article R2151-6 du code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des offres est admis.

Chaque envoi est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter son offre avant la date limite de remise des offres, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées par le cadre de réponse. Les envois antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations :

- guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plateforme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques ;
- mode opératoire DUME pour les opérateurs ;
- assistance téléphonique ;
- module d'autoformation à destination des opérateurs;
- foire aux questions ;
- lien vers des documents de référence ;
- outils informatiques.

Horodatage

Les offres transmises par voie électronique sont horodatées.

Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

3.3 COMMUNICATION

Date et heure de réception des plis

Les offres devront être transmises au plus tard le : **le 30 septembre à 17h30.**

Les offres qui sont reçues ou remises après ces date et heure ne sont pas ouvertes.

Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir, au plus tard **8 (huit)** jours calendaires avant la date limite de remise, leurs questions et demandes de renseignements complémentaires sur PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard **6 (six) jours** calendaires avant la date limite de réception des offres.

Aucune demande de précision par téléphone ne sera prise en compte.

Modification des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents contractuels au plus tard **6 (six)** jours avant la date limite de réception des offres.

Les modifications sont communiquées aux seuls candidats qui ont demandé le retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie **six (6) jours** avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées.

La personne publique apporte cette information à l'ensemble des candidats ayant téléchargé les documents de la consultation.

3.4 VISITE DES LIEUX

Une visite peut être organisée à la demande des candidats.

La visite est facultative.

Le candidat devra préalablement confirmer son intention de visiter un site en envoyant un message par l'intermédiaire de la plateforme PLACE. Il sera répondu individuellement via cette plateforme.

Ces demandes ne feront pas l'objet de développements sur le fichier questions-réponses.

4. CANDIDATURE

Le candidat doit compléter la partie « *candidature* » du cadre de réponse.

Le niveau des capacités professionnelles, techniques et financières du candidat doit correspondre à l'importance du marché et en garantir sa bonne exécution au risque de voir sa candidature être rejetée.

Les candidats qui n'ont manifestement pas les capacités de répondre au besoin, au regard des éléments fournis dans leur candidature, et/ou qui ne transmettront pas tous les documents demandés comme pièces de candidature seront éliminés.

5. OFFRE

5.1 PRESENTATION DE L'OFFRE

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes :

- l'acte d'engagement complété et signé par une personne habilitée (accompagné des pouvoirs nécessaires le cas échéant) ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- le cadre de réponse complété.

La personne publique se réserve le droit d'éliminer un candidat dont l'offre ne comprend pas l'ensemble de ces éléments.

5.2 EXAMEN DES OFFRES

Sont irrecevables et ne seront pas examinées les offres :

- Reçues après la date limite de réception ;
- Ne répondant pas aux conditions fixées par le présent règlement de la consultation ;
- Sans rapport avec l'objet du marché.

La personne publique peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

La personne publique peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

5.3 METHODE DE NOTATION

La note totale est de 100.

La note finale est déterminée selon la formule suivante :

Note finale = Note technique + Note financière + Note environnementale et sociale
--

Méthode de notation du critère technique : le critère technique fait l'objet d'un barème tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous.

Méthode de notation du critère environnemental et social : le critère environnemental et social fait l'objet d'un barème tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous.

Méthode de notation du critère prix :

Note = (prix le plus bas/prix de l'offre examinée)*pondération affectée à la valeur prix.

5.4 CRITERES DE SELECTION DES OFFRES

Les critères de sélection sont les suivants :

1- Critère prix	50
2- Critère technique	40
2-1 : Modalités d'identification des risques	10
2-2 : Modalités d'élaboration des mesures de prévention et des procédures d'urgence	10
2-3 : Mise en place des programmes d'informations et de formations des travailleurs	10
2-4 : Participation aux consultations sur la santé et la sécurité au travail - Collaboration avec les différents acteurs de la prestation (employeurs, travailleurs, médecins du travail) – Communication en français	10
3- Politique en matière de développement durable et responsabilité sociétale et environnementale	10
3-1 : Engagements en matière de respect des droits de l'Homme au travail	4
3-2 : Formation du personnel	3
3-3 : politique en matière d'écoresponsabilité	3

5.5 DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les offres sont valables 180 jours à compter de la date limite de remise des plis.

En tant que de besoin, la personne publique peut solliciter des candidats la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet sa demande à l'ensemble des candidats via l'adresse email de correspondance. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Si le candidat n'accepte pas de maintenir son offre, la personne publique poursuit la procédure avec les seuls candidats ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

6. ATTRIBUTION

Le contrat est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

6.1. VERIFICATION DES MOTIFS D'EXCLUSION

Le candidat qui ne respecte pas la réglementation fiscale, sociale et pénale, conformément aux articles L2141-1 à L2141-14 du code de la commande publique (et/ou aux exigences italiennes de passation des marchés publics en Italie, avec les documents énumérés comme pièces de la candidature), sera exclu de la procédure.

6.2. INFORMATION DES CANDIDATS EVINCES

La personne publique informe les candidats évincés du rejet de leur offre via une lettre de rejet, transmise via PLACE.

7. ABANDON DE LA PROCEDURE

Conformément à l'article R. 2185-1 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, déclarer la procédure sans suite.

Elle en informe chaque candidat via PLACE.

8. LANGUE

Les offres des candidats doivent être rédigées en italien ou/et en français.

9. LOI APPLICABLE

La présente procédure de passation est régie par la loi française et soumise au code de la commande publique français.

10. CONTENTIEUX

En cas de litige concernant l'interprétation ou l'exécution du contrat, le droit français s'applique pour toutes les questions relatives à l'emploi de deniers publics français, aux relations contractuelles (contrat administratif). Le droit français s'applique également pour les questions concernant le domaine public français et lorsque les documents ne mentionnent pas explicitement le droit italien.

Le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Paris. Cependant, il pourra poser une question préjudicielle au Tribunal de Rome si le litige devait porter sur une ou plusieurs questions de droit italien (par exemple normes de sécurité, assurance, obligations de droit du travail, etc.).

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au Tribunal Administratif de Paris - 7 Rue de Jouy - 75181 PARIS CEDEX 04 - Tél : 01 44 59 44 00 - Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé du rôle de médiateur est le **Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics** - 5 Rue Leblanc - 75911 PARIS CEDEX 1.


**AMBASSADE
DE FRANCE
EN ITALIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*


**AMBASSADE
DE FRANCE
AUPRÈS DU
SAINT-SIÈGE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Lycée Chateaubriand  Rome

aefe
Agence pour
l'enseignement français
à l'étranger


**REPRÉSENTATION PERMANENTE
DE LA FRANCE AUPRÈS DES
NATIONS UNIES
À ROME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**INSTITUT
FRANÇAIS**
CENTRE SAINT-LOUIS

**INSTITUT
FRANÇAIS**
ITALIA

REGOLAMENTO DI GARA (RC)

**Appalto pubblico del servizio di prevenzione dei rischi
professionali (RSPP), ai sensi del decreto legislativo
italiano 09/04/2008 N. 81, presso enti francesi presenti
in Italia e in Vaticano**

RIF. N. 25035

INDICE

1. CONDIZIONI DI GARA	3
1.1 OGGETTO	3
1.2 DURATA DEL CONTRATTO	3
1.3 IMPORTO DEL CONTRATTO	3
1.4 CODICI CPV DELLA CONSULTAZIONE	4
1.5 PROCEDURA DI AGGIUDICAZIONE	4
1.6 SUDDIVISIONE	4
1.7 EVENTUALI PRESTAZIONI SUPPLEMENTARI	4
1.8 TRATTAMENTO DEI DATI PERSONALI DEI CANDIDATI	4
2. CALENDARIO DELLA PROCEDURA	5
3. INFORMAZIONI PER I CANDIDATI	5
3.1 CONTENUTO DEL FASCICOLO DI GARA	5
3.2 PRINCIPI GENERALI SUGLI SCAMBI ELETTRONICI	6
<i>Modalità di ritiro e consultazione dei documenti</i>	6
<i>Condizioni di trasmissione delle offerte</i>	6
<i>Data e ora</i>	6
<i>Antivirus</i>	6
3.3 COMUNICAZIONE	7
<i>Data e ora di ricezione delle buste</i>	7
<i>Richieste di informazioni complementari e domande</i>	7
<i>Modifica dei documenti di gara</i>	7
<i>Proroga del termine per la ricezione delle offerte</i>	7
3.4 VISITA DEI LUOGHI	7
4. CANDIDATURA	8
5. OFFERTA	8
5.1 PRESENTAZIONE DELL'OFFERTA	8
5.2 ESAME DELLE OFFERTE	8
5.3 METODO DI VALUTAZIONE	8
5.4 CRITERI DI SELEZIONE DELLE OFFERTE	9
5.5 VALIDITÀ DELLE OFFERTE	10
6. AGGIUDICAZIONE	10
6.1 VERIFICA DEI MOTIVI DI ESCLUSIONE	10
6.2 INFORMAZIONE DEI CANDIDATI ESCLUSI	10
7. RINUNCIA ALLA PROCEDURA	10
8. LINGUA	10
9. LEGGE APPLICABILE	11
10. CONTROVERSIE	11

1. CONDIZIONI DI GARA

1.1 OGGETTO

Il presente contratto ha per oggetto l'istituzione e la gestione di un servizio di prevenzione dei rischi professionali (RSPP), nell'ambito del decreto legislativo italiano 09/04/2008 N. 81, presso gli enti francesi presenti in Italia e in Vaticano, in particolare:

Ambasciata di Francia in Italia

Piazza Farnese, 67
00186 Roma

Ambasciata di Francia presso la Santa Sede

Via Piave, 23
00187 Roma

Istituto Francese Centro Saint-Louis (IFCSL)

Largo Giuseppe Toniolo, 20-22
00186 Roma

Istituto Francese Italia (IFI)

Piazza Farnese, 67
00186 Roma

Agenzia per l'istruzione francese all'estero (AEFE), per conto di:

Liceo Chateaubriand di Roma,
Via di Villa Patrizi, 9
00161 Roma

Scuola francese di Napoli Alexandre Dumas
Via Francesco Crispi, 86
80121 Napoli

Rappresentanza permanente della Francia presso le Nazioni Unite a Roma (RP-ONU)

Corso del Rinascimento, 52
00186 Roma

1.2 DURATA DEL CONTRATTO

Il contratto è stipulato per una durata fissa di un anno a decorrere dalla data della firma, tacitamente rinnovabile tre volte, per una durata massima complessiva di 48 mesi.

1.3 IMPORTO DEL CONTRATTO

Il contratto è stipulato a prezzo forfettario.

L'importo massimo dell'appalto è pari a **220.000 €** per l'intera durata dell'appalto.

1.4 CODICI CPV DELLA CONSULTAZIONE

79417000-0	Servizi di consulenza in materia di sicurezza
79419000-4	Servizi di consulenza e valutazione.
80550000-4	Servizi di formazione nel settore della sicurezza
80560000-7	Servizi di formazione nel settore della salute e del primo soccorso

1.5 PROCEDURA DI AGGIUDICAZIONE

L'appalto è aggiudicato mediante procedura di gara aperta, in conformità agli articoli L. 2124-2, R. 2124-2 e R2161-2 a R2161-5 del codice degli appalti pubblici francese.

1.6 SUDDIVISIONE

Il presente contratto non è oggetto di suddivisione in lotti, ai sensi degli articoli L2113-10 e L2113-11 del codice francese.

1.7 EVENTUALI PRESTAZIONI SUPPLEMENTARI

Non sono previsti eventuali servizi complementari.

1.8 TRATTAMENTO DEI DATI PERSONALI DEI CANDIDATI

Ai sensi dell'articolo 13 del regolamento (UE) 2016/679 del Parlamento europeo e del Consiglio, del 27 aprile 2016, relativo alla protezione delle persone fisiche con riguardo al trattamento dei dati personali e alla libera circolazione di tali dati (RGPD), i candidati sono informati che i dati personali (cognome, nome, indirizzo e-mail, dati di connessione) raccolti nell'ambito della presente procedura di aggiudicazione e nell'ambito dell'esecuzione del presente contratto possono essere oggetto di trattamento(i).

Identità e recapiti del responsabile del trattamento e del suo rappresentante:

La Direzione degli acquisti dello Stato del Ministero dell'Economia, delle Finanze e della Sovranità industriale e digitale - 59, boulevard Vincent Auriol - 75703 PARIS Cedex 13, rappresentata dal Direttore degli acquisti dello Stato.

Responsabile del trattamento operativo (RTO):

La Direzione degli acquisti dello Stato, rappresentata dal Direttore degli acquisti dello Stato.

Recapiti del responsabile della protezione dei dati: le-delegate-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr.

Base giuridica del trattamento: c) ed e) dell'articolo 6.1 del RGPD.

Finalità del trattamento: monitoraggio della presente procedura di aggiudicazione, attribuzione ed esecuzione dell'appalto pubblico e obblighi legali in materia di durata di utilità amministrativa (DUA) applicabile agli appalti pubblici.

Destinatari o categoria di destinatari: i dati personali in questione sono destinati esclusivamente ai funzionari dell'Acquirente, dei ministeri e degli operatori statali incaricati dell'aggiudicazione e dell'esecuzione del presente contratto.

Periodo di conservazione: tali dati sono conservati per tutta la durata dell'aggiudicazione e dell'esecuzione del contratto, nonché durante la DUA applicabile al contratto.

Conformemente alle disposizioni degli articoli da 15 a 21 del RGPD, le persone i cui dati personali sono raccolti hanno in particolare il diritto di accedere, rettificare e cancellare le informazioni che le riguardano. Possono inoltre opporsi al trattamento di tali dati. L'esercizio dei diritti di informazione e di accesso ai dati personali può essere esercitato presso il responsabile della protezione dei dati.

La persona i cui dati personali sono raccolti nell'ambito della presente procedura ha il diritto di presentare un reclamo alla CNIL.

2. CALENDARIO DELLA PROCEDURA

Il calendario della procedura è il seguente:

Termine ultimo per la ricezione delle offerte	30 settembre 2025 alle ore 17:30
Data prevista per la notifica del contratto	31 ottobre 2025
Data prevista per l'inizio dell'esecuzione delle prestazioni	1° gennaio 2026 per tutti gli enti eccetto l'Agenzia per l'istruzione francese all'estero (AEFE): prevista per il 1° gennaio 2028.

3. INFORMAZIONI PER I CANDIDATI

3.1 CONTENUTO DEL FASCICOLO DI GARA

Il fascicolo di consultazione delle imprese comprende:

- il presente regolamento di gara (RC) ;
- l'atto di impegno (AE) – candidato individuale e raggruppamento – e i suoi 2 allegati :
 - convenzione centrale di committenza
 - scomposizione del prezzo globale e forfettario
- il capitolato delle clausole particolari (CCP) e i suoi 2 allegati:
 - trattamento dei dati personali
 - tabella riassuntiva del numero di dipendenti presenti in ciascuna ente membro della centrale di committenza
- il modulo di risposta.

3.2 PRINCIPI GENERALI SUGLI SCAMBI ELETTRONICI

Modalità di ritiro e consultazione dei documenti

I documenti della consultazione sono accessibili esclusivamente per via elettronica, sulla piattaforma degli acquisti dello Stato (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr).

Condizioni di trasmissione delle offerte

La presentazione elettronica delle offerte deve avvenire esclusivamente sulla piattaforma "PLACE": <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Qualsiasi offerta ricevuta tramite un altro canale di trasmissione o in un altro formato sarà sistematicamente dichiarata irricevibile.

Ai sensi dell'articolo R2151-6 del codice degli appalti pubblici, l'offerente trasmette la propria offerta in un'unica volta. In caso di invii successivi, sarà ammesso solo l'ultimo invio ricevuto prima della data limite di presentazione delle offerte.

Ogni invio è considerato come un'offerta. Pertanto, se il candidato è tenuto a completare la propria offerta prima della data limite di presentazione delle offerte, dovrà procedere a un nuovo invio completo comprendente tutti i documenti richiesti nel modulo di risposta. Gli invii precedenti saranno respinti senza essere esaminati.

Le spese di accesso alla rete e di ricorso alla firma elettronica sono a carico di ciascun candidato.

I candidati troveranno nella sezione "Aiuto" di PLACE diversi documenti e informazioni:

- guida per l'utente scaricabile, che precisa le condizioni di utilizzo della piattaforma degli acquisti dello Stato, in particolare i requisiti tecnici e i certificati elettronici;
- modalità operative DUME per gli operatori;
- assistenza telefonica;
- modulo di autoformazione destinato agli operatori;
- domande frequenti;
- link a documenti di riferimento;
- strumenti informatici.

Data e ora

Le offerte trasmesse per via elettronica sono datate e contrassegnate con l'ora.

Antivirus

Il candidato o l'offerente deve assicurarsi che i file trasmessi non contengano virus.

La ricezione di qualsiasi file contenente un virus comporterà l'inammissibilità dell'offerta. Se viene rilevato un virus, la busta sarà considerata come mai ricevuta e i candidati ne saranno informati tramite i dati forniti al momento dell'identificazione.

3.3 COMUNICAZIONE

Data e ora di ricezione delle buste

Le offerte devono essere trasmesse entro e non oltre il: **il 30 settembre alle ore 17:30.**

Le offerte pervenute o consegnate dopo tale data e ora non saranno aperte.

Richieste di informazioni complementari e domande

Durante la fase di consultazione, i candidati possono inviare, entro e non oltre **8 (otto)** giorni di calendario prima della data di scadenza per la presentazione, le loro domande e richieste di ulteriori informazioni all'indirizzo PLACE: <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le risposte alle richieste di informazioni complementari pervenute in tempo utile saranno trasmesse agli operatori economici entro e non oltre **6 (sei) giorni** di calendario prima della scadenza del termine per la presentazione delle offerte.

Non saranno prese in considerazione richieste di chiarimenti telefonici.

Modifica dei documenti di gara

È possibile apportare modifiche ai documenti contrattuali entro e non oltre **6 (sei)** giorni prima della data di scadenza per la presentazione delle offerte.

Le modifiche sono comunicate solo ai candidati che hanno chiesto il ritiro dei documenti di consultazione.

I candidati dovranno rispondere sulla base dell'ultimo fascicolo modificato. Qualora un candidato abbia presentato un'offerta prima delle modifiche, potrà presentarne una nuova sulla base dell'ultimo fascicolo modificato, entro la data e l'ora limite per la presentazione delle offerte.

Proroga del termine per la ricezione delle offerte

Qualora una risposta necessaria per l'elaborazione dell'offerta non sia fornita **sei (6) giorni** prima della data limite per la ricezione delle offerte, o in caso di modifiche significative dei documenti di consultazione, il termine per la ricezione delle offerte è prorogato in proporzione all'importanza delle modifiche apportate.

L'ente pubblico comunica tale informazione a tutti i candidati che hanno scaricato i documenti della consultazione.

3.4 VISITA DEI LUOGHI

Su richiesta dei candidati può essere organizzata una visita.

La visita è facoltativa.

Il candidato dovrà confermare preventivamente la sua intenzione di visitare un sito inviando un messaggio tramite la piattaforma PLACE. La risposta sarà data individualmente tramite questa piattaforma.

Tali richieste non saranno oggetto di approfondimenti nel file delle domande e risposte.

4. CANDIDATURA

Il candidato deve compilare la parte « *candidatura* » del modulo di risposta.

Il livello delle capacità professionali, tecniche e finanziarie del candidato deve corrispondere all'importanza dell'appalto e garantirne la corretta esecuzione, pena l'esclusione della candidatura.

I candidati che, alla luce degli elementi forniti nella loro candidatura, non dispongono manifestamente delle capacità necessarie per soddisfare le esigenze richieste e/o che non trasmettono tutti i documenti richiesti come parte della candidatura saranno eliminati.

5. OFFERTA

5.1 PRESENTAZIONE DELL'OFFERTA

L'offerta del candidato deve comprendere i seguenti documenti:

- l'atto di impegno (AE) compilato e firmato da una persona autorizzata (accompagnato dai poteri necessari, se del caso);
- la scomposizione del prezzo globale e forfettario (DPGF)
- il modulo di risposta compilato.

L'ente pubblico si riserva il diritto di escludere un candidato la cui offerta non comprenda tutti questi elementi.

5.2 ESAME DELLE OFFERTE

Sono irricevibili e non saranno esaminate le offerte:

- Ricevute dopo la data limite di ricezione;
- Non conformi alle condizioni stabilite dal presente regolamento di consultazione;
- Non attinenti all'oggetto dell'appalto.

L'ente pubblico può autorizzare tutti gli offerenti interessati a regolarizzare le offerte irregolari entro un termine adeguato, a condizione che tale regolarizzazione non comporti una modifica delle caratteristiche sostanziali delle offerte.

L'ente pubblico può chiedere agli offerenti di precisare il contenuto della loro offerta.

5.3 METODO DI VALUTAZIONE

Il punteggio totale è 100.

Il punteggio finale è determinato secondo la seguente formula:

Punteggio finale = Punteggio tecnico + Punteggio finanziario + Punteggio ambientale e sociale

Metodo di valutazione del criterio tecnico: il criterio tecnico è oggetto di una scala come indicato nella tabella sottostante.

Metodo di valutazione del criterio ambientale e sociale: il criterio ambientale e sociale è oggetto di una scala come indicato nella tabella sottostante.

Metodo di valutazione del criterio prezzo:

Punteggio = (prezzo più basso/prezzo dell'offerta esaminata) * ponderazione attribuita al valore del prezzo.

5.4 CRITERI DI SELEZIONE DELLE OFFERTE

I criteri di selezione sono i seguenti:

1- Criterio del prezzo	50
2- Criterio tecnico	40
2-1: Modalità di identificazione dei rischi	10
2-2: Modalità di elaborazione delle misure di prevenzione e delle procedure di emergenza	10
2-3: Attuazione di programmi di informazione e formazione dei lavoratori	10
2-4: Partecipazione alle consultazioni in materia di salute e sicurezza sul lavoro - Collaborazione con i diversi attori coinvolti nella prestazione (datori di lavoro, lavoratori, medici del lavoro) - Comunicazione in francese	10
3- Politica in materia di sviluppo sostenibile e responsabilità sociale e ambientale	10
3-1: Impegni in materia di rispetto dei diritti umani sul lavoro	4
3-2: Formazione del personale	3
3-3: Politica in materia di eco-responsabilità	3

5.5 VALIDITA DELLE OFFERTE

Le offerte sono valide per 180 giorni a partire dalla data limite di presentazione delle offerte.

Se necessario, l'ente pubblico può richiedere ai candidati la proroga del termine di validità delle offerte.

A tal fine, essa trasmette la richiesta a tutti i candidati tramite l'indirizzo e-mail di corrispondenza. La richiesta precisa la durata della proroga della validità delle offerte.

Se il candidato non accetta di mantenere la propria offerta, l'ente pubblico prosegue la procedura con i soli candidati che hanno accettato la proroga del termine di validità della propria offerta.

6. AGGIUDICAZIONE

Il contratto è aggiudicato all'offerente la cui offerta è economicamente la più vantaggiosa, in base ai criteri di aggiudicazione indicati nel presente regolamento di consultazione.

Gli offerenti esclusi sono informati del rigetto della loro offerta alle condizioni stabilite dall'articolo R.2181-1 e seguenti del codice degli appalti pubblici.

6.1. VERIFICA DEI MOTIVI DI ESCLUSIONE

Il candidato che non rispetta la normativa fiscale, sociale e penale, ai sensi degli articoli da L2141-1 a L2141-14 del codice degli appalti pubblici (e/o ai requisiti italiani per l'aggiudicazione degli appalti pubblici in Italia, con i documenti elencati come parti della candidatura), sarà escluso dalla procedura.

6.2. INFORMAZIONE DEI CANDIDATI ESCLUSI

L'ente pubblico informa i candidati esclusi del rigetto della loro offerta tramite una lettera di rigetto, trasmessa tramite PLACE.

7. RINUNCIA ALLA PROCEDURA

Ai sensi dell'articolo R. 2185-1 del codice degli appalti pubblici, il rappresentante dell'amministrazione aggiudicatrice può, in qualsiasi momento, dichiarare la procedura senza seguito.

Essa ne informa ciascun candidato tramite PLACE.

8. LINGUA

Le offerte dei candidati devono essere redatte in italiano e/o in francese.

9. LEGGE APPLICABILE

La presente procedura di aggiudicazione è regolata dalla legge francese e soggetta al codice degli appalti pubblici francese.

10. CONTROVERSIE

In caso di controversia relativa all'interpretazione o all'esecuzione del contratto, si applica il diritto francese per tutte le questioni relative all'impiego di fondi pubblici francesi e ai rapporti contrattuali (contratto amministrativo). Il diritto francese si applica anche alle questioni relative al demanio pubblico francese e quando i documenti non menzionano esplicitamente il diritto italiano.

Il tribunale competente è il Tribunale amministrativo di Parigi. Tuttavia, esso potrà sottoporre una questione pregiudiziale al Tribunale di Roma qualora la controversia dovesse riguardare una o più questioni di diritto italiano (ad esempio norme di sicurezza, assicurazione, obblighi di diritto del lavoro, ecc.).

Per informazioni relative all'introduzione dei ricorsi, i candidati devono rivolgersi al Tribunale amministrativo di Parigi - 7 Rue de Jouy - 75181 PARIS CEDEX 04 - Tel.: 01 44 59 44 00 - E-mail: greffe.ta-paris@juradm.fr

In caso di difficoltà durante la procedura di aggiudicazione, l'organo incaricato del ruolo di mediatore è il **Comitato consultivo per la risoluzione amichevole delle controversie relative agli appalti pubblici** - 5 Rue Leblanc - 75911 PARIS CEDEX 1.